



# Newsletter

N° 214 – Novembre 2018

Secrétariat général de la CSSF  
283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg  
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg  
Tél. : (+352) 26 251-2560  
E-mail : [direction@cssf.lu](mailto:direction@cssf.lu)  
Site Internet : [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)



---

## SOMMAIRE

---

AVERTISSEMENTS .....	3	Acceptation du prix proposé pour les actions de la société Quilvest comme juste prix sous la Loi Retrait Rachat (ISIN LU0011790804) .....	17
Avertissements publiés par la CSSF .....	3	Sanctions administratives infligées par la CSSF pour des infractions de manipulation de marché .....	17
Avertissements publiés par l'OICV-IOSCO .....	3		
ACCORD DE COOPERATION .....	3	RETRAITS DECIDES PAR LA CSSF .....	18
Signature d'un accord de coopération entre l'Autoritat Financera Andorrana et la CSSF .....	3	STATISTIQUES .....	18
REGLEMENTATION NATIONALE .....	3	Emploi total dans les banques, PSF et sociétés de gestion (Chapitre 15) .....	18
Circulaire CSSF 18/700 – Comptes de paiement..	3	Entreprises d'investissement.....	19
Circulaire CSSF-CODERES 18/07 .....	3	PSF spécialisés .....	19
Circulaire CSSF 18/701 - GAFI.....	4	PSF de support.....	20
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME.....	4	OPC (Situation au 30 septembre 2018) .....	20
REGLEMENTATION BANCAIRE ET MECANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE ...	5	Sociétés de gestion agréées suivant le chapitre 15 de la loi 2010 .....	24
Single Supervisory Mechanism - European Central Bank (ECB) .....	5	Fonds de pension.....	24
European Parliament, European Commission and European Council.....	6	Organismes de titrisation .....	24
European Banking Authority (EBA) .....	7	Supervision publique de la profession de l'audit	24
European Supervisory Authorities (ESAs).....	8	Prospectus pour valeurs mobilières en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation sur un marché réglementé (Partie II et Partie III, Chapitre 1 de la loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières) .....	25
Basel Committee of Banking Supervision (BCBS)	8	Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (la « Loi Transparence ») .....	26
Macro prudential fora.....	9	RESSOURCES HUMAINES .....	27
European Central Bank (ECB) .....	9	PLACE FINANCIERE	
European Systemic Risk Board (ESRB).....	10		
The Financial Stability Board (FSB).....	11		
COMMUNIQUES .....	11		
Site Internet comparateur des frais liés aux comptes de paiement .....	11		
Lignes directrices du GAFI sur l'approche fondée sur les risques pour le secteur des valeurs mobilières.....	12		
Situation globale des organismes de placement collectif à la fin du mois de septembre 2018.....	12		

---

## *AVERTISSEMENTS*

---

### **Avertissements publiés par la CSSF**

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a publié les avertissements suivants :

- 19 octobre 2018 : Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée Lux Investment Pty Ltd/Luxembourg Offshore Banking
- 26 octobre 2018 : Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée Monterey Finance

Les avertissements mentionnés ci-dessus sont disponibles sur notre site Internet à l'adresse : <http://www.cssf.lu/consommateur/avertissements/news-cat/90/>.

\* \* \*

### **Avertissements publiés par l'OICV-IOSCO**

Plusieurs avertissements ont été publiés sur le site Internet de l'OICV-IOSCO à l'adresse :

[http://www.iosco.org/investor\\_protection/?subsection=investor\\_alerts\\_portal](http://www.iosco.org/investor_protection/?subsection=investor_alerts_portal).

---

## *ACCORD DE COOPERATION*

---

### **Signature d'un accord de coopération entre l'Autoritat Financera Andorrana et la CSSF**

L'Autoritat Financera Andorrana de la Principauté d'Andorre et la CSSF ont signé le 25 octobre 2018 un accord de coopération et d'échange d'informations en matière de surveillance des entités financières opérant sur les marchés respectifs des deux juridictions. L'accord est entré en vigueur dès le jour de sa signature.

---

## *REGLEMENTATION NATIONALE*

---

### **Circulaire CSSF 18/700 – Comptes de paiement**

La circulaire a pour objectif de présenter les grandes lignes des dispositions spécifiques de la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement et portant : 1. transposition de la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base ; et 2. modification de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux, qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2018.

\* \* \*

### **Circulaire CSSF-CODERES 18/07**

L'objectif de la circulaire est de collecter les données pour le calcul des contributions ex ante 2019 conformément aux articles 4 et 14 du règlement délégué (UE) 2015/63 de la Commission. La circulaire ainsi que les annexes de la circulaire peuvent être téléchargées sur le site de la CSSF à l'adresse : <http://www.cssf.lu/ue-international/union-bancaire/mru/calcul-des-contributions/>.

## Circulaire CSSF 18/701 - GAFI

L'objet de la circulaire CSSF 18/701 est d'informer les personnes et entités surveillées des déclarations émises par le GAFI lors de sa plénière d'octobre 2018 concernant (i) les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme présente des déficiences substantielles et stratégiques ; (ii) les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme requiert l'application de mesures de vigilance renforcées proportionnelles aux risques émanant de ces juridictions et (iii) les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme n'est pas satisfaisant.

---

### *LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME*

---

En complément à sa circulaire CSSF 18/701 du 24 octobre 2018, la CSSF souhaite informer les professionnels tombant sous sa surveillance à des fins de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) que lors de la dernière réunion plénière du Groupe d'Action Financière (GAFI) du 17 au 19 octobre 2018, les sujets qui suivent intéressent le secteur financier ont fait l'objet de discussions :

- Fonds d'investissement (voir aussi le [communiqué](#) de la CSSF du 31 octobre 2018)

Le GAFI a entendu guider les professionnels, y inclus les intermédiaires, actifs dans le secteur des valeurs mobilières ainsi que leur régulateur respectif, dans leur mise en œuvre d'une approche basée sur les risques aux services et produits de valeurs mobilières. Le GAFI souligne l'importance d'une mise en œuvre efficace de l'approche fondée sur les risques et précise, notamment, que l'évaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (BC/FT) auxquels ce secteur est exposé, devra tenir compte de la nature, de la taille et de la complexité de l'activité en cause.

Les lignes directrices, qui ne s'adressent pas seulement au secteur des fonds d'investissement, décrivent ainsi les différents types de professionnels pouvant être impliqués dans une transaction sur titres et leurs modèles commerciaux en clarifiant, entre autres, le rôle et les responsabilités des intermédiaires. Le GAFI précise que la nature des relations commerciales entre le professionnel, l'intermédiaire et tout client sous-jacent aura une incidence sur la gestion des risques de BC/FT. Il mentionne, en particulier, que lors de la détermination du type et de l'étendue des mesures de vigilance (CDD) à appliquer, les professionnels devraient déterminer si leurs clients agissent pour leur propre compte ou en tant qu'intermédiaires pour le compte de clients sous-jacents. Dans ce contexte, il est précisé, qu'en principe, il n'est pas requis que le professionnel applique des mesures de vigilance sur le client d'un intermédiaire. Cependant, le professionnel devrait prendre en compte, dans le cadre de la détermination du risque associé à l'intermédiaire lui-même, une compréhension de la clientèle de ce dernier, dont l'étendue dépend du niveau de risque perçu par l'intermédiaire.

Les lignes directrices confirment et précisent également que certaines relations d'affaires dans le secteur des valeurs mobilières peuvent présenter des caractéristiques similaires aux relations de correspondances transfrontalières.

Les lignes directrices fournissent encore des exemples de facteurs de risques en rapport avec des zones géographiques, des clients et des produits/services/transactions que les professionnels doivent considérer.

Enfin, elles apportent des exemples d'indicateurs d'activités suspectes dans le secteur des valeurs mobilières pouvant, le cas échéant, entraîner le dépôt d'une déclaration de soupçons, voire l'application de mesures de vigilance ou de suivi supplémentaires.

Les lignes directrices peuvent être consultées sous le lien suivant :

<http://www.fatf-gafi.org/publications/fatfrecommendations/documents/rba-securities-sector.html>

- Assurance-vie :

Par ces lignes directrices, le GAFI souhaite insister sur la nature et le degré des risques de blanchiment et de financement du terrorisme touchant le secteur de l'assurance-vie. A cette fin, il donne plusieurs

exemples de risques de BC/FT en fonction des produits d'assurance concernés. Pareillement, le GAFI souligne l'importance d'une approche basée sur les risques conforme à ses recommandations dans un contexte de lutte contre le BC/FT.

Les lignes directrices peuvent être consultées sous le lien suivant :

[http://www.fatf-gafi.org/fr/publications/recommandationsgafi/documents/rba-life-insurance.html?hf=10&b=0&s=desc\(fatf\\_releasedate\)](http://www.fatf-gafi.org/fr/publications/recommandationsgafi/documents/rba-life-insurance.html?hf=10&b=0&s=desc(fatf_releasedate))

- Actifs virtuels

Le GAFI a mis à jour sa Recommandation 15 afin de tenir compte des risques grandissants de blanchiment et de financement du terrorisme liés aux activités financières faisant appel à des actifs virtuels. Ainsi, le glossaire a été complété par une définition sur les actifs virtuels et les normes du GAFI requièrent que dorénavant les prestataires d'échange et de portefeuilles d'actifs virtuels doivent mettre en œuvre des contrôles en matière de LBC/FT. Ces nouveaux professionnels devront être agréés/enregistrés et supervisés/surveillés par les autorités nationales compétentes à des fins de LBC/FT. Le communiqué du GAFI en rapport avec ces nouvelles activités soumises à des obligations de LBC/FT est disponible sous le lien suivant :

<http://www.fatf-gafi.org/publications/fatfrecommendations/documents/regulation-virtual-assets.html>

- Evaluations mutuelles

Enfin, cette réunion plénière a aussi été l'occasion pour le GAFI de discuter des évaluations mutuelles de deux de ses membres que sont Israël et le Royaume-Uni afin de contrôler la mise en œuvre de ses Recommandations dans ces pays et d'évaluer l'efficacité globale de leurs dispositifs de LBC/FT. Les rapports issus de ces évaluations mutuelles seront disponibles à la consultation sur le site du GAFI en décembre 2018.

Un tableau consolidé et mis à jour reprenant, par pays évalué, le résultat de son évaluation, par recommandation, est consultable sous le lien suivant :

<http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/4th-Round-Ratings.pdf>

---

## ***REGLEMENTATION BANCAIRE ET MECANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE***

---

(uniquement en anglais)

### **Single Supervisory Mechanism - European Central Bank (ECB)**

#### **Publications**

**22 October 2018** - [List of supervised entities \(as of 1 September 2018\)](#)

The ECB has updated the list containing the name of each supervised entity and supervised group which is directly supervised by the ECB ("significant supervised entity" and "significant supervised group", as defined in Article 2, points (16) and (22) of the SSM Framework Regulation). It has also published the list of entities supervised by a national competent authority (NCA).

**26 October 2018** - [Supervisory Banking Statistics - Second quarter 2018](#)

The ECB has published the Supervisory Banking Statistics for the second quarter 2018.

**30 October 2018** - [ECB Banking Supervision: SSM Supervisory Priorities 2019](#)

The Single Supervisory Mechanism (SSM) has set the following high-level priority areas for 2019: (i) credit risk, (ii) risk management and (iii) activities comprising multiple risk dimensions.

**31 October 2018** - [ECB Banking Supervision: Risk Assessment for 2019](#)

The ECB has released its 2019 Risk Assessment. The ECB conducts a risk identification and assessment exercise on an annual basis in close cooperation with NCAs. The analysis draws on inputs from a wide range of contributors, including the Joint Supervisory Teams (JSTs) and horizontal microprudential and macroprudential functions. It is also informed by discussions with banks and other relevant authorities.

**October 2018** - [A letter of reply from the Chair of the Supervisory Board to the President of the German Bundestag, on stress tests](#)

## Interviews and speeches

**2 October 2018** - "[Banks in shackles - myth or reality?](#)" - Speech by Pentti Hakkarainen, Member of the Supervisory Board of the ECB, ALM Partners conference, Helsinki.

**4 October 2018** - "[European supervision in the global village](#)" - Speech by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, 9<sup>th</sup> FMA Supervisory Conference, "The Financial Market as a Global Village: integrated, innovative, international", Vienna.

**12 October 2018** - "[Guardians of stability - Central Banks, supervisors and the quest for financial stability](#)" - Statement by Sabine Lautenschläger, Member of the Executive Board of the ECB and Vice-Chair of the Supervisory Board of the ECB, Central Bank of Malta, Valletta.

**15 October 2018** - "[Ethics in banking - from Gordon Gekko to George Bailey](#)" - Speech by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, 7<sup>th</sup> Congress of the Solvay Schools and their Alumni, Brussels.

**30 October 2018** - "[Ten years after the crisis - risks, rules and supervision](#)" - Speech by Sabine Lautenschläger, Member of the Executive Board of the ECB and Vice-Chair of the Supervisory Board of the ECB at the 13<sup>th</sup> ASBA-BCBS-FSI High-Level Meeting on Global and Regional Supervisory Priorities in Nassau, Bahamas.

**31 October 2018** - "[Risk reduction and risk sharing - two sides of the same coin](#)" - Speech by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, Financial Stability Conference 2018, Berlin.

## European Parliament, European Commission and European Council

### Regulatory developments

**22 October 2018** - Publication of [Commission Implementing Regulation \(EU\) 2018/1580 of 19 October 2018](#) amending Implementing Regulation (EU) 2015/2197 laying down implementing technical standards with regard to closely correlated currencies in accordance with Regulation (EU) No 575/2013 of the European Parliament and of the Council.

**30 October 2018** - Publication of [Commission Delegated Regulation \(EU\) 2018/1618 of 12 July 2018](#) amending Delegated Regulation (EU) No 231/2013 as regards safe-keeping duties of depositaries.

**30 October 2018** - Publication of [Commission Delegated Regulation \(EU\) 2018/1619 of 12 July 2018](#) amending Delegated Regulation (EU) 2016/438 as regards safe-keeping duties of depositaries.

**30 October 2018** - Publication of [Commission Delegated Regulation \(EU\) 2018/1620 of 13 July 2018](#) amending Delegated Regulation (EU) 2015/61 to supplement Regulation (EU) No 575/2013 of the

European Parliament and of the Council with regard to liquidity coverage requirement for credit institutions.

## European Banking Authority (EBA)

### Publications

#### **4 October 2018** - [EBA publishes preliminary impact of the Basel reforms on EU banks capital and updates on liquidity measures in the EU](#)

The EBA has published two reports showing that the Basel III reforms would determine an average increase by 16.7% of EU banks' Tier 1 minimum required capital. The liquidity coverage ratio (LCR) of EU banks stood at around 145% in December 2017, materially above the minimum threshold of 100%.

#### **5 October 2018** - [EBA Chair send letter to Trilogue negotiators on the package for risk reduction measures](#)

The letter has set out considerations on the draft revised Capital Requirements Regulation (CRR2), Capital Requirements Directive (CRD5), and Bank Recovery and Resolution Directive (BRRD2). Beyond discussing the implementation of the Fundamental Review of the Trading Book (FRTB), the letter has provided comments on: (i) cross-border capital waivers; (ii) prudential reporting framework; (iii) own funds; (iv) eligibility criteria for CET1 instruments; (v) liquidity; and (vi) TLAC and MREL.

#### **8 October 2018** - [EBA publishes updated Risk Dashboard, which shows sustained improvements of NPLs across the EU, but banks profitability remains a key challenge](#)

The main findings are: (i) European banks' capital ratios remain high, in line with first quarter of 2018; (ii) EU banks continue to improve overall quality of their loans' portfolio; (iii) profitability remains a concern for the EU banking sector, and (iv) loan to deposit ratio reaches the lowest value since 2014.

#### **9 October 2018** - [EBA acknowledges adoption of amended supervisory reporting standards by the European Commission](#)

The EBA has acknowledged the adoption by the European Commission of the Implementing Act amending Technical Standards on Supervisory Reporting with regard to the inclusion of prudent valuation into COREP, as well as other amendments. These amended requirements will apply as of 31 December 2018 (reporting framework v2.8).

#### **23 October 2018** - [EBA publishes work programme for 2019](#)

In 2019, the EBA will focus on (i) leading the Basel III implementation in the EU; (ii) understanding risks and opportunities arising from financial innovation; (iii) collecting, disseminating and analysing banking data; (iv) ensuring a smooth relocation of the EBA to Paris; and (v) fostering the increase of the loss-absorbing capacity of the EU banking system.

#### **29 October 2018** - [EBA acknowledges adoption of new resolution reporting standards by the European Commission](#)

The EBA has acknowledged the adoption by the European Commission of the Implementing Regulation on the procedures and standard forms and templates for the provision of information for the purposes of resolution plans for credit institutions and investment firms, repealing Regulation (EU) 2016/1066. The reporting requirements will apply as of 31 December 2018 (reporting framework v2.8).

#### **31 October 2018** - [EBA publishes final guidance on management of non-performing and forborne exposures](#)

The guidelines aim to ensure that credit institutions have adequate prudential tools and frameworks in place to manage effectively their non-performing exposures (NPEs), and to achieve a sustainable

reduction on their balance sheets. To this end, the guidelines require institutions to establish NPE reduction strategies, and introduce governance and operational requirements to support them.

## Consultation

**30 October 2018** - [EBA consults on the new draft version of Data Point Model 2.9 for supervisory reporting](#)

The EBA has launched a consultation on the new draft version of the Data Point Model (DPM) 2.9. The new release is an exposure draft of the new data requirements proposed in the ongoing public consultations on amendments to the Implementing Technical Standards (ITS) on supervisory reporting on COREP LCR, COREP securitisation & FINREP-NPE&FB, P&L and IFRS16.

The consultation will run until **7 December 2018**.

## European Supervisory Authorities (ESAs)

### Publications

**1 October 2018** - [ESAs highlight the relevance of legislative changes for the Key Information Document \(KID\) for PRIIPs](#)

The ESAs have written a letter to the European Commission expressing their concerns regarding the possibility of duplicating information requirements for investment funds from 1 January 2020 and the importance of legislative changes to avoid such a situation.

**9 October 2018** - [The Joint Committee of the ESAs releases its 2019 Work Programme](#)

In 2019, the ESAs intend to (i) develop guidelines and technical standards in the field of AML/CFT; (ii) publish the bi-annual cross sectoral Risk Reports; (iii) address other cross sectoral matters such as: issues relating to Brexit, ongoing developments regarding the proposals to enhance the operation of the ESAs, and mandates stemming from the Securitisation Regulation.

## Consultation

**26 October 2018** - [ESAs propose new amendments to technical standards on the mapping of ECAIs](#)

The ESAs have launched a public consultation to amend the Implementing Regulations on the mapping of credit assessments of **External Credit Assessment Institutions (ECAIs)** for credit risk to reflect the outcomes of a monitoring exercise on the adequacy of existing mappings.

The consultation will run until **31 December 2018**.

## Basel Committee of Banking Supervision (BCBS)

### Publications

**4 October 2018** - [BCBS publishes its Basel III Monitoring Report](#)

The BCBS has released a report presenting the results of its latest Basel III monitoring exercise based on data as of 31 December 2017. The results highlight that: (i) fully phased-in final Basel III capital shortfalls more than 70% lower for large internationally active banks compared with end-2015, and (ii) all banks continue to meet initial Basel III minimum and target CET1 capital requirements.

**17 October 2018** - [BCBS issues the final version of its stress testing principles](#)

The Basel Committee on Banking Supervision has issued its [Stress testing principles](#), which replace the [Principles for sound stress testing practices and supervision](#) published in May 2009. The paper sets out a comprehensive set of principles for the sound governance, design and implementation of stress



testing programmes at banks. The principles address the weaknesses in banks' stress tests that were highlighted by the financial crisis.

**18 October 2018** - [BCBS publishes a statement on leverage ratio window-dressing behaviour](#)

The statement indicates that window dressing by banks is unacceptable, as it undermines the intended policy objectives of the leverage ratio requirement and risks disrupting the operations of financial markets. Banks and supervisors should ensure ongoing compliance with the Committee's leverage ratio such that it accurately reflects the resilience of banks and to mitigate any possible disruption to the operations of financial markets that results from window dressing.

**26 October 2018** - [BCBS publishes progress report on adoption of Basel regulatory framework](#)

This updated progress report provides a high-level view of Basel Committee members' progress in adopting Basel III standards as of end-September 2018. The report focuses on the status of adoption of all the Basel III standards, to ensure that they are transformed into national law or regulation according to the internationally agreed time frames. The report includes the Basel III risk-based capital standards, the leverage ratio, the standards for global and domestic systemically important banks (SIBs) and interest rate risk in the banking book (IRRBB), the Net Stable Funding Ratio (NSFR), the large exposures framework, and the disclosure requirements.

## Consultation

**18 October 2018** - [BCBS publishes a consultative document on the leverage ratio treatment of client cleared derivatives](#)

This consultative document seeks the views of stakeholders on whether a targeted and limited revision of the leverage ratio's treatment of client cleared derivatives may be warranted, based on the findings of the Committee's review of the impact of the leverage ratio on banks' provision of client clearing services and in consideration of key policy objectives of G20 Leaders both to prevent excessive leverage and improve the quality and quantity of capital in the banking system and to promote central clearing of standardised derivatives contracts.

The consultation will run until **16 January 2019**.

## Macro prudential fora European Central Bank (ECB)

### Publications

**23 October 2018** - [ECB publishes results of October 2018 euro area bank lending survey](#)

The latest ECB banking lending survey shows that (i) the credit standards ease further for loans to enterprises, (ii) firms and households demand more loans, and (iii) ECB's asset purchases continue to support bank lending volumes.

**29 October 2018** - [ECB publishes results of survey on credit terms and conditions in euro-denominated securities financing and over-the-counter derivatives markets](#)

The results show that (i) credit terms have tightened, (ii) banks and dealers have increased the level of resources and attention devoted to the management of concentrated credit exposures, and (iii) liquidity and general trading conditions for the underlying collateral have improved slightly.

## European Systemic Risk Board (ESRB)

### Publication

**4 October 2018** - [ESRB publishes its quarterly risk dashboard](#)

The ESRB has published a set of quantitative and qualitative indicators of systemic risk in the EU financial system.

### Countercyclical Capital buffer (CCyB)

- The CCyB rate for fourth quarter of 2018 has been published and is set at 0% ([CSSF Regulation N°18-05](#)).
- The list of applicable CCyB rates in EU/EEA countries is available on the [website of the ESRB](#). The following countries have announced a CCyB rate different from 0%:

Country	CCyB rate	Application since
<b>Bulgaria</b>	0.50%	01/10/2019
<b>Czech Republic</b>	1.0%	01/10/2018
	1.25%	01/01/2019
	1.25%	01/04/2019
	1.50%	01/07/2019
	0.50%	31/03/2019
<b>Denmark</b>	0.50%	01/06/2019
	1%	30/09/2019
	0.25%	01/07/2019
<b>France</b>	0.25%	01/07/2019
<b>Iceland</b>	1.25%	17/10/2018
	1.25%	05/01/2019
	1.75%	15/05/2019
	1.75%	29/06/2019
	1.0%	05/07/2019
<b>Ireland</b>	1.0%	01/10/2019
	0.50%	31/12/2018
<b>Lithuania</b>	1.0%	30/06/2019
	1.25%	01/11/2018
<b>Slovakia</b>	1.25%	01/02/2019
	1.25%	01/05/2019
	1.50%	01/08/2019
	2.5%	19/09/2019
<b>Sweden</b>	2.5%	19/09/2019
<b>United Kingdom</b>	1.0%	28/11/2018

- The list of applicable CCyB rates in non-EU/EEA countries can be consulted on [the website of the Bank of International Settlements](#).

## The Financial Stability Board (FSB)

### Publications

**10 October 2018** - [FSB publishes report assessing the potential implications of crypto-assets for financial stability](#)

The report follows up on the initial assessment set out in the FSB Chair's March 2018 letter to G20 Finance Ministers and Central Bank Governors, and the summary of the work of the FSB and standard-setting bodies on crypto-assets the FSB published in July. It includes an assessment of the primary risks present in crypto-assets and their markets, such as low liquidity, the use of leverage, market risks from volatility, and operational risks. According to the assessment, crypto-assets do not pose a material risk to global financial stability at this time, although the FSB warns that vigilant monitoring is needed in light of the speed of market developments.

**22 October 2018** - [FSB reviews financial vulnerabilities and deliverables for G20 Summit](#)

The Plenary has discussed market developments and vulnerabilities in the global financial system. Members considered that, while global growth remained solid, it has become more uneven across economies, and some downside risks have begun to materialise. Increases in policy interest rates and benchmark yields have to date been gradual. However, some developments warrant attention: normalisation of monetary policy in some advanced economies has contributed to a marked tightening of financial conditions in some emerging market economies; some asset classes - including real estate in a number of economies - are showing signs of overvaluation, and geopolitical uncertainties persist.

---

## COMMUNIQUES

---

### Site Internet comparateur des frais liés aux comptes de paiement

**Communiqué de presse 18/35 du 25 octobre 2018**

**La Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) attire l'attention du public sur la mise en place d'un site internet comparateur des frais liés aux comptes de paiement.**

À partir du 1<sup>er</sup> novembre 2018, le site internet comparateur sera accessible via le lien suivant : [www.frais-compte-paiement.lu](http://www.frais-compte-paiement.lu).

La CSSF est chargée de mettre en place et de gérer le site internet comparateur des frais liés aux comptes de paiement.

Le site internet comparateur ne poursuit pas d'objectif commercial ; il sert à présenter au public de manière transparente et objective les tarifs pratiqués par les prestataires de services de paiement concernés placés sous la surveillance de la CSSF pour les services les plus représentatifs rattachés aux comptes de paiement.

Les résultats affichés sur le site internet comparateur n'offrent pas de vue comparée complète des tarifs pratiqués sur le marché en matière de comptes de paiement, mais ils reprennent uniquement les frais facturés pour les services les plus représentatifs rattachés à un compte de paiement par les prestataires de services de paiement qui :

- a) disposent d'au moins 25 agences au Luxembourg et qui détiennent au moins 2,5 pour cent des dépôts garantis par la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;
- b) sans remplir les critères sous a), auront expressément demandé à la CSSF de publier leurs tarifs.

Au cas où des informations inexactes quant aux frais publiés sont constatées, il est possible de signaler ces inexactitudes à la CSSF via l'adresse e-mail suivante : [frais-signalement@cssf.lu](mailto:frais-signalement@cssf.lu).

Il convient de noter que les tarifs publiés sur le site internet comparateur peuvent ne pas correspondre aux tarifs que les prestataires de services de paiement sont susceptibles d'offrir à leurs clients dans le cadre d'une offre groupée de services (« package of services »).

\* \* \*

## **Lignes directrices du GAFI sur l'approche fondée sur les risques pour le secteur des valeurs mobilières**

### **Communiqué du 31 octobre 2018 (uniquement en anglais)**

The Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") would like to inform all entities and persons under its AML/CFT supervision that the Financial Action Task Force ("FATF") has adopted its revised risk-based approach guidance for the securities sector on 26 October 2018.

The risk-based approach is central to the effective implementation of the 2012 FATF Recommendations, which is equally reflected in the 4th European AML Directive implemented through the Law of 12 November 2004 on the fight against money laundering and terrorist financing, as amended.

The FATF guidance aims to support the design and implementation of the risk-based approach for a wide range of securities products and services, including the provision of investment funds. It provides specific guidance and examples i.a. of risk factors and indicators of suspicions to be considered by securities providers and their supervisors. The guidance also stresses that when determining the type and extent of CDD to apply, a securities provider should understand whether its customer is acting on its own behalf or as an intermediary on behalf of its underlying customers, assess the risk of the intermediary and apply the required level of due diligence on the intermediary.

The FATF guidance complements the existing Luxembourg legal and regulatory AML/CFT framework, i.a. Article 3 of the CSSF Regulation 12-02, CSSF Circulars 18/698 and 17/661, and has thus to be read in conjunction with the latter.

Please find the link to the FATF guidance below:

<http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/recommendations/pdfs/RBA-Securities-Sector.pdf>.

\* \* \*

## **Situation globale des organismes de placement collectif à la fin du mois de septembre 2018**

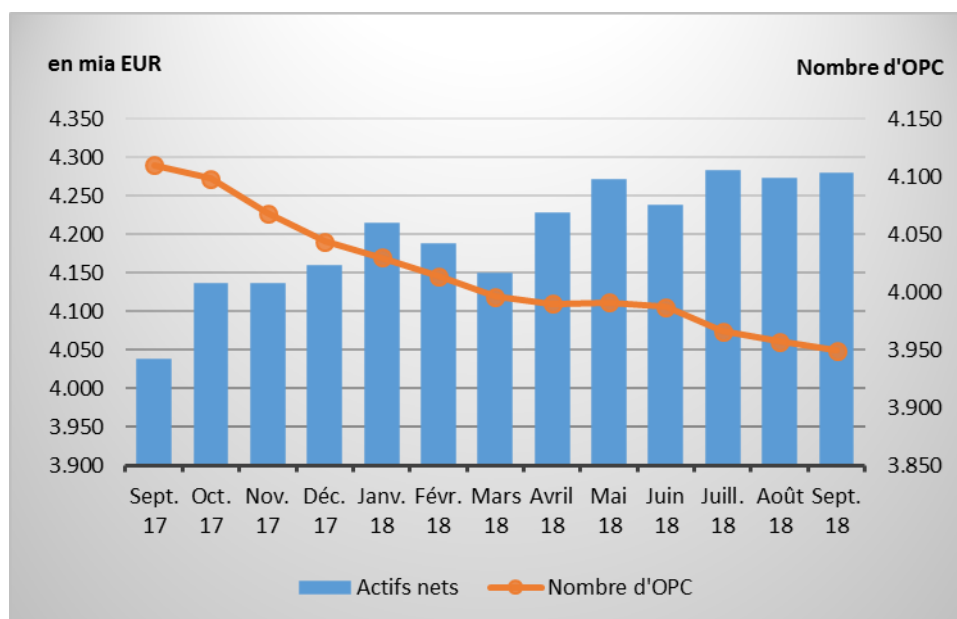
### **Communiqué de presse 18/36 du 2 novembre 2018**

#### **I. Situation globale**

Au 30 septembre 2018, le patrimoine global net des organismes de placement collectif, comprenant les OPC soumis à la Loi de 2010, les fonds d'investissement spécialisés et les SICAR, s'est élevé à EUR 4.279,762 milliards contre EUR 4.272,388 milliards au 31 août 2018, soit une augmentation de 0,17% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 6,01%.

L'industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois de septembre une variation positive se chiffrant à EUR 7,374 milliards. Cette augmentation représente le solde des émissions nettes négatives à concurrence d'EUR 1,777 milliards (-0,04%) et de l'évolution favorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 9,151 milliards (0,21%).

L'évolution des organismes de placement collectif se présente comme suit :



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) pris en considération est de 3.949 par rapport à 3.957 le mois précédent. 2.567 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 13.414 compartiments. En y ajoutant les 1.382 entités à structure classique, au total 14.796 unités sont actives sur la place financière.

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les principales catégories des organismes de placement collectif et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois de septembre:

Les marchés d'actions ont connu des développements divergents pour le mois sous revue.

Au niveau des pays développés, la catégorie d'OPC à actions européennes a réalisé une performance négative en relation notamment avec la continuité des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ainsi que les incertitudes liées au budget en Italie et au Brexit. La croissance économique toujours robuste aux Etats-Unis a continué à supporter la catégorie d'OPC à actions américaines qui a également profité de l'appréciation de l'USD par rapport à l'EUR. Au Japon, les marchés d'actions ont su terminer en hausse sur fond notamment d'une croissance économique toujours positive et d'une dépréciation persistante du Yen.

Au niveau des pays émergents, les tensions commerciales persistantes entre les Etats-Unis et la Chine, ainsi que des développements divergents au niveau des différentes régions d'Asie, ont fait qu'en somme la catégorie d'OPC à actions d'Asie s'est développée négativement. Les mesures de stabilisation décidées en Russie et Turquie de même que la hausse du prix du pétrole se sont traduites par des gains de cours pour catégorie d'OPC à actions de l'Europe de l'Est. La finalisation du nouvel accord de libre-échange entre le Mexique, le Canada et les Etats-Unis, le soutien accru de l'Argentine par le Fonds Monétaire International ainsi que l'appréciation de la plupart des devises sud-américaines ont fait grimper les cours de la catégorie d'OPC à actions de l'Amérique Latine.

Au cours du mois de septembre, les catégories d'OPC à actions ont globalement affiché un investissement net en capital positif.

**Evolution des OPC à actions au mois de septembre 2018\***

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Actions marché global	0,37%	0,80%
Actions européennes	-0,36%	-0,23%
Actions américaines	0,36%	1,21%
Actions japonaises	3,44%	-0,65%
Actions Europe de l'Est	4,32%	-2,00%
Actions Asie	-2,26%	-0,36%
Actions Amérique latine	4,90%	-0,69%
Actions autres	0,20%	-0,46%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

En Europe, la confirmation par la Banque centrale européenne de terminer ses rachats d'actifs fin 2018 ensemble avec les incertitudes liées au budget en Italie ont fait monter les rendements des obligations d'Etat libellées en EUR. Avec peu de changement sur le front des obligations d'entreprise la catégorie d'OPC à obligations libellées en Euro a globalement réalisé de légères pertes de cours.

Aux Etats-Unis, la hausse des taux directeurs par la Banque centrale américaine, la montée de l'inflation et la croissance économique robuste ont entraîné à la hausse les rendements des obligations d'Etat faisant baisser en conséquence les cours des obligations. Ce mouvement fut plus que compensé par l'appréciation de l'USD par rapport à l'EUR de sorte que la catégorie d'OPC à obligations libellées en USD a terminé en territoire positif.

Au niveau des pays émergents, les développements en Turquie et Argentine, le traité négocié entre le Mexique, le Canada et les Etats-Unis et la tendance haussière du prix de pétrole ont alimenté le mouvement haussier de la catégorie d'OPC à obligations des pays émergents, accentué par l'appréciation de nombreuses devises émergentes.

Au cours du mois de septembre les catégories d'OPC à revenu fixe ont globalement affiché un investissement net en capital négatif.

**Evolution des OPC à revenu fixe au mois de septembre 2018\***

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Marché monétaire en EUR	-0,02%	0,87%
Marché monétaire en USD	0,68%	0,74%
Marché monétaire global	0,73%	-0,22%
Obligations libellées en EUR	-0,12%	-1,58%
Obligations libellées en USD	0,35%	0,81%
Obligations marché global	0,20%	-1,40%
Obligations marchés Emergents	1,88%	-0,65%
Obligations High Yield	0,77%	0,86%
Autres	0,12%	0,44%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois diversifiés et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant :

Evolution des OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de septembre 2018\*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
OPC diversifiés	0,11%	-0,12%
Fonds de Fonds	0,24%	0,38%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC

	OPCVM PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		SOUS-TOTAL (hors SICAR)		SICAR <sup>1</sup>		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2015	1 892	2 946,860 €	384	169,896 €	1 602	389,445 €	3 878	3 506,201 €	282	37,430 €	4 160	3 543,631 €
31/01/2016	1 903	2 819,861 €	378	164,531 €	1 596	386,607 €	3 877	3 370,999 €	282	37,430 €	4 159	3 408,429 €
29/02/2016	1 904	2 813,421 €	373	157,278 €	1 592	387,785 €	3 869	3 358,484 €	282	37,430 €	4 151	3 395,914 €
31/03/2016	1 905	2 847,418 €	371	157,047 €	1 603	390,939 €	3 879	3 395,404 €	282	37,430 €	4 161	3 432,834 €
30/04/2016	1 904	2 888,262 €	370	159,477 €	1 606	394,341 €	3 880	3 442,080 €	282	37,430 €	4 162	3 479,510 €
31/05/2016	1 902	2 928,461 €	371	159,174 €	1 609	400,345 €	3 882	3 487,980 €	282	37,430 €	4 164	3 525,410 €
30/06/2016	1 899	2 906,498 €	367	156,893 €	1 621	398,513 €	3 887	3 461,904 €	282	37,430 €	4 169	3 499,334 €
31/07/2016	1 892	2 997,551 €	365	159,356 €	1 631	408,849 €	3 888	3 565,756 €	282	37,430 €	4 170	3 603,186 €
31/08/2016	1 894	3 033,413 €	363	159,141 €	1 636	409,608 €	3 893	3 602,162 €	282	37,430 €	4 175	3 639,592 €
30/09/2016	1 891	3 051,016 €	362	159,088 €	1 644	411,825 €	3 897	3 621,929 €	282	37,430 €	4 179	3 659,359 €
31/10/2016	1 893	3 053,246 €	356	159,320 €	1 642	413,932 €	3 891	3 626,498 €	282	37,430 €	4 173	3 663,928 €
30/11/2016	1 888	3 065,882 €	355	158,862 €	1 645	415,885 €	3 888	3 640,629 €	282	37,430 €	4 170	3 678,059 €
31/12/2016	1 869	3 116,104 €	353	160,578 €	1 639	424,394 €	3 861	3 701,076 €	283	40,254 €	4 144	3 741,330 €
31/01/2017	1 869	3 138,701 €	351	160,967 €	1 623	427,236 €	3 843	3 726,904 €	283	40,483 €	4 126	3 767,387 €
28/02/2017	1 880	3 217,837 €	351	164,858 €	1 617	436,203 €	3 848	3 818,898 €	282	41,419 €	4 130	3 860,317 €
31/03/2017	1 895	3 257,773 €	346	165,780 €	1 618	440,288 €	3 859	3 863,841 €	280	42,186 €	4 139	3 906,027 €
30/04/2017	1 892	3 286,525 €	342	164,471 €	1 613	444,874 €	3 847	3 895,870 €	282	42,037 €	4 129	3 937,907 €
31/05/2017	1 895	3 297,803 €	342	162,813 €	1 620	453,326 €	3 857	3 913,943 €	285	42,923 €	4 142	3 956,366 €
30/06/2017	1 887	3 288,338 €	338	160,634 €	1 618	451,703 €	3 843	3 900,675 €	287	42,923 €	4 130	3 943,598 €
31/07/2017	1 885	3 307,103 €	338	159,097 €	1 619	448,554 €	3 842	3 914,754 €	291	42,827 €	4 133	3 957,581 €
31/08/2017	1 876	3 328,865 €	337	156,448 €	1 615	458,911 €	3 828	3 944,224 €	290	43,104 €	4 118	3 987,328 €
30/09/2017	1 880	3 380,943 €	332	154,308 €	1 608	459,079 €	3 820	3 994,330 €	290	42,810 €	4 110	4 037,140 €
31/10/2017	1 871	3 470,456 €	325	155,929 €	1 612	466,213 €	3 808	4 092,598 €	290	43,097 €	4 098	4 135,695 €
30/11/2017	1 864	3 469,422 €	325	155,343 €	1 591	465,954 €	3 780	4 090,719 €	288	45,080 €	4 068	4 135,799 €
31/12/2017	1 859	3 486,445 €	323	154,189 €	1 576	472,415 €	3 758	4 113,049 €	286	46,565 €	4 044	4 159,614 €
31/01/2018	1 852	3 539,403 €	320	155,272 €	1 573	473,290 €	3 745	4 167,965 €	285	46,065 €	4 030	4 214,030 €
28/02/2018	1 854	3 513,980 €	316	152,309 €	1 560	475,916 €	3 730	4 142,205 €	284	45,118 €	4 014	4 187,323 €
31/03/2018	1 846	3 473,243 €	314	150,078 €	1 552	480,516 €	3 712	4 103,837 €	284	45,061 €	3 996	4 148,898 €
30/04/2018	1 843	3 549,467 €	309	146,350 €	1 554	485,963 €	3 706	4 181,780 €	284	45,752 €	3 990	4 227,532 €
31/05/2018	1 842	3 581,805 €	307	149,109 €	1 558	492,594 €	3 707	4 223,508 €	284	47,517 €	3 991	4 271,025 €
30/06/2018	1 843	3 541,974 €	304	147,522 €	1 557	497,610 €	3 704	4 187,106 €	283	49,976 €	3 987	4 237,082 €
31/07/2018	1 841	3 582,463 €	301	147,933 €	1 545	501,062 €	3 687	4 231,458 €	279	51,006 €	3 966	4 282,464 €
31/08/2018	1 835	3 569,217 €	298	147,147 €	1 547	505,174 €	3 680	4 221,538 €	277	50,850 €	3 957	4 272,388 €

<sup>1</sup> Avant le 31 décembre 2016, les données statistiques pour les SICAR n'ont été publiées que sur base annuelle.

	OPCVM PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		SOUS-TOTAL (hors SICAR)		SICAR <sup>1</sup>		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
30/09/2018	1 829	3 574,040 €	296	147,628 €	1 548	506,883 €	3 673	4 228,551 €	276	51,211 €	3 949	4 279,762 €

Durant le mois de référence, les 8 organismes de placement collectif suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

**1) OPCVM partie I Loi 2010 :**

- BOERSE.DE-WELTFONDS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

**2) FIS :**

- MWM II SICAV-SIF, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- PRIVACCESS VIII, 50, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- SF AVENIR, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- SQUARE CAPITAL ASSET SICAV-SIF, S.C.A., 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- SWISS LIFE FUNDS (LUX) GIO FEEDER UMBRELLA, FCP-SIF, 4A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- SWISS LIFE REAL ESTATE FUNDS (LUX) S.A. SICAV-SIF, 4A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- WATERLOO SICAV-SIF, 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg

Les seize organismes de placement collectif suivants ont été radiés de la liste officielle au cours du mois de référence :

**1) OPCVM partie I Loi 2010 :**

- ATCM I, 4, rue Peterelchen, L-2370 Howald
- PHARMA/WHEALTH, 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- RAS LUX FUND, Bockenheimer Landstraße 42-44, D-60232 Frankfurt am Main<sup>2</sup>
- UNIGARANTPLUS: ERNEUERBARE ENERGIEN (2018), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANTPLUS: EUROPA (2018), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIINSTITUTIONAL EURO COVERED BONDS 2019, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIPROTECT: EUROPA II, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

**2) OPC partie II Loi 2010 :**

- FIDELITY GLOBAL BOND SERIES, 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- NOMURA US LOAN INCOME, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange

**3) FIS :**

- CIS CLO SELECT I SICAV-SIF, S.A., 80, route de Luxembourg, L-6633 Wasserbillig
- CORUM FUND, 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg
- DIAM FUND, 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- IVALDI ALPHA SICAV-FIS, 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

<sup>2</sup> Organisme de placement collectif pour lequel la société de gestion désignée a été agréée par les autorités compétentes d'un autre État membre conformément à la directive 2009/65/CE.



- IVALDI MASTER SICAV-FIS, 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- MONT-ROYAL FUNDS S.C.A. SICAV-SIF, 2, rue d'Arlon, L-8399 Windhof

#### 4) SICAR :

- DIGITAL INVESTMENTS S.C.A., SICAR, 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

\* \* \*

## Acceptation du prix proposé pour les actions de la société Quilvest comme juste prix sous la Loi Retrait Rachat (ISIN LU0011790804)

### Communiqué de presse 18/37 du 2 novembre 2018

Le 20 août 2018, la CSSF a été informée par les personnes agissant de concert et ayant la qualité d'actionnaire majoritaire (ci-après, l' « **Actionnaire Majoritaire** ») de la société QUILVEST de la décision prise par l'Actionnaire Majoritaire d'exercer son droit de retrait obligatoire sur les 20.714 actions de QUILVEST non encore détenues par lui, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 (1) et (3) de la loi du 21 juillet 2012 relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public (ci-après, la « **Loi Retrait Rachat** »).

En date du 24 septembre 2018, l'Actionnaire Majoritaire a communiqué à la CSSF et publié le 25 septembre 2018 le prix proposé de 171,20 USD par action de la société QUILVEST ainsi qu'un rapport d'évaluation établi par PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, concernant ces mêmes titres.

Au vu de ce qui précède et considérant que la CSSF n'a pas reçu de lettre d'opposition concernant le projet de retrait obligatoire de l'Actionnaire Majoritaire sur les actions de la société QUILVEST, la CSSF accepte le prix proposé par l'Actionnaire Majoritaire de 171,20 USD par action de la société QUILVEST comme juste prix conformément aux dispositions de l'article 4(6) de la Loi Retrait Rachat. La CSSF a informé l'Actionnaire Majoritaire ainsi que la société QUILVEST de l'acceptation du prix.

\* \* \*

## Sanctions administratives infligées par la CSSF pour des infractions de manipulation de marché

### Communiqué de presse 18/38 du 9 novembre 2018 (uniquement en anglais)

*(The information contained in this press release concerns facts which were investigated and sanctioned by the CSSF in accordance with the provisions of the Law of 9 May 2006 on market abuse. This law was repealed by the Luxembourg Law of 23 December 2016 on market abuse).*

By decisions dated 2 March 2018, the CSSF has sanctioned two individuals for market manipulations on shares of an issuer (the "**Issuer**") which were admitted to trading on a regulated market in accordance with the provisions of the Law of 9 May 2006 on market abuse (the "**Market Abuse Law**"). The CSSF investigation into the share dealings by the aforementioned two individuals through their stock exchange transactions uncovered various instances of market manipulations infringing the prohibition set out under Article 11 of the Market Abuse Law and in particular improper matched orders, wash trades and painting the tape related transactions within the meaning of Article 1 point (2)(a) of the Market Abuse Law. The two individuals were sanctioned by the CSSF for the above-mentioned infringements of Article 11 of the Market Abuse Law with administrative fines of EUR 41,250 and EUR 250,000 pursuant to Article 33 of the same law.

### RETRAITS DECIDES PAR LA CSSF

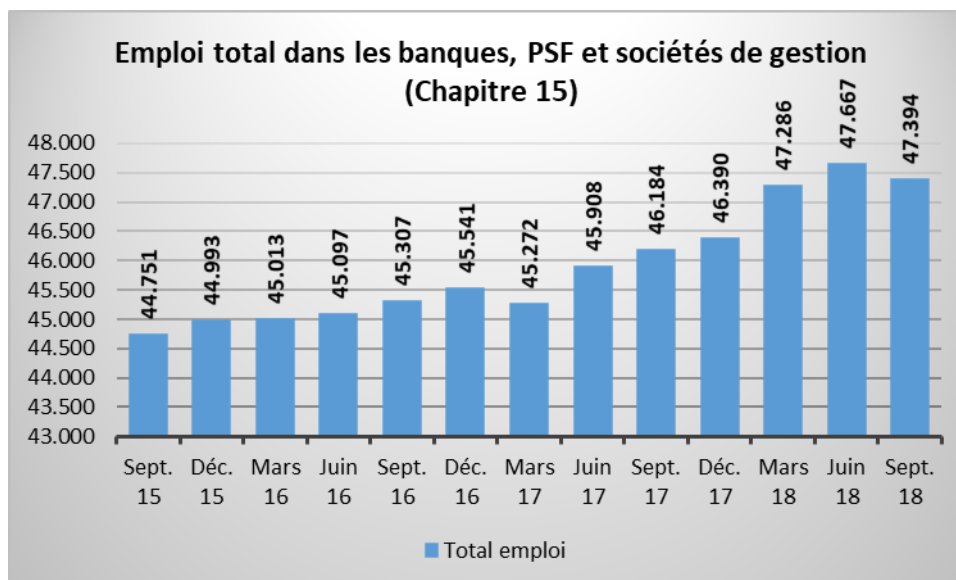
Une décision portant retrait du fonds d'investissement spécialisé CHARLEMAGNE OPPORTUNITIES S.C.A. SICAV-SIF de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF en date du 19 octobre 2018.

Une décision portant retrait de la société de gestion GLOBAL FUND HOUSE MANAGEMENT S.A R.L. de la liste officielle des sociétés de gestion agréées suivant le chapitre 16 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif a été prise par la CSSF en date du 29 octobre 2018.

### STATISTIQUES

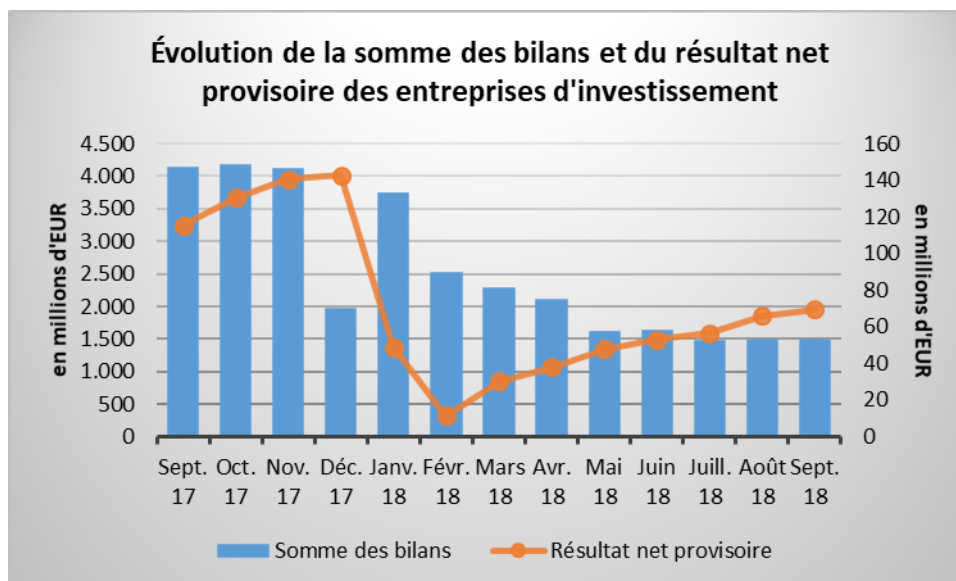
#### Emploi total dans les banques, PSF et sociétés de gestion (Chapitre 15)

Emploi total au 30 septembre 2018



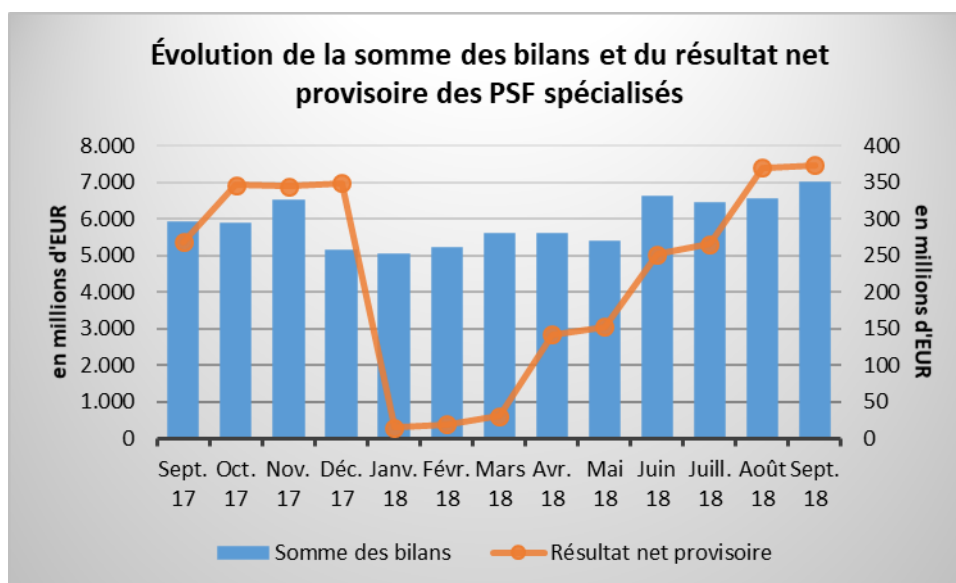
## Entreprises d'investissement

Somme des bilans au 30 septembre 2018 en baisse



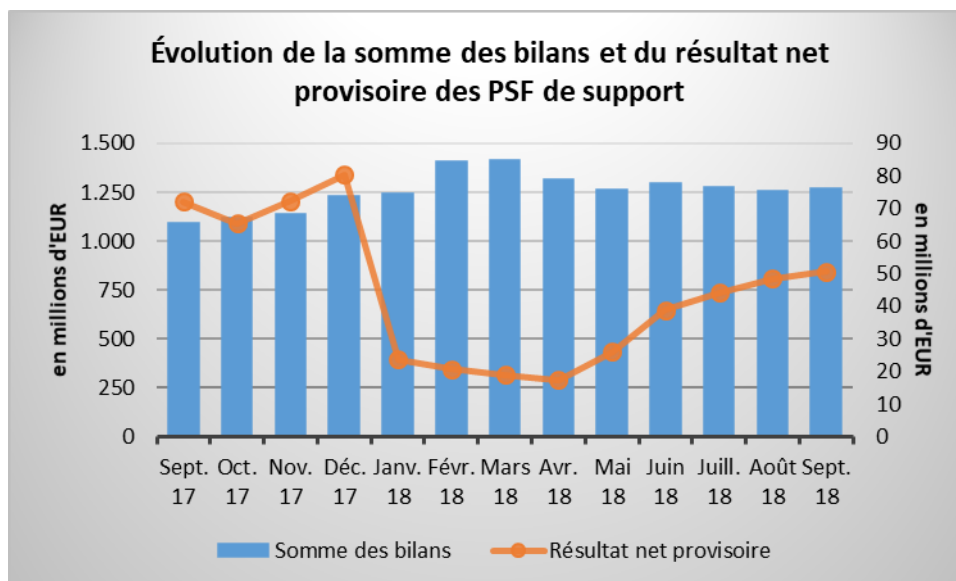
## PSF spécialisés

Somme des bilans au 30 septembre 2018 en hausse



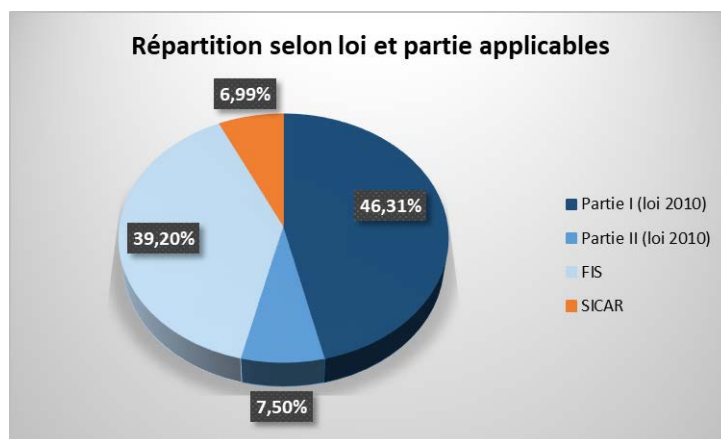
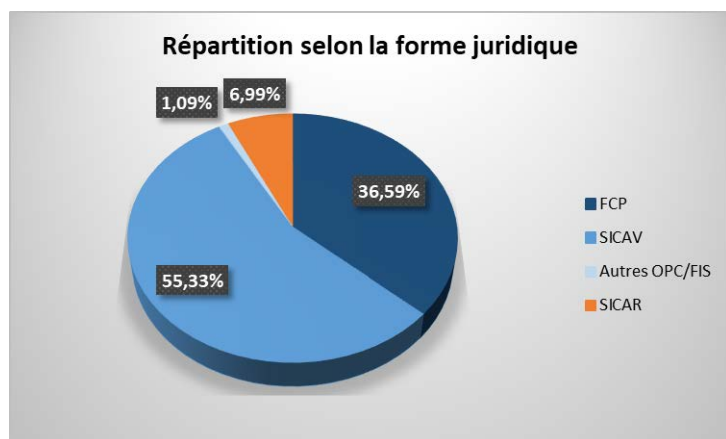
## PSF de support

Somme des bilans au 30 septembre 2018 en hausse



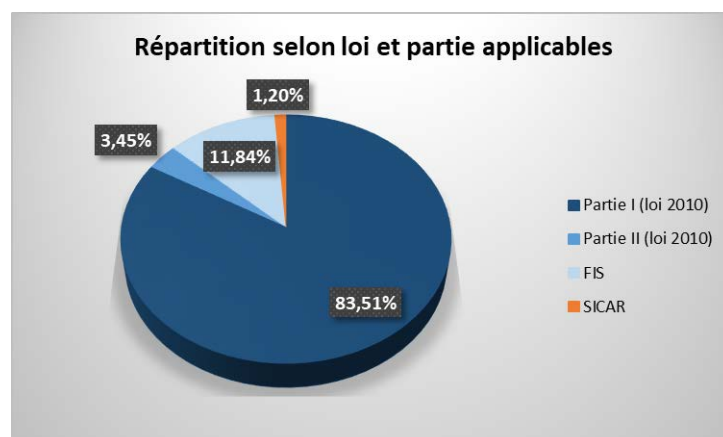
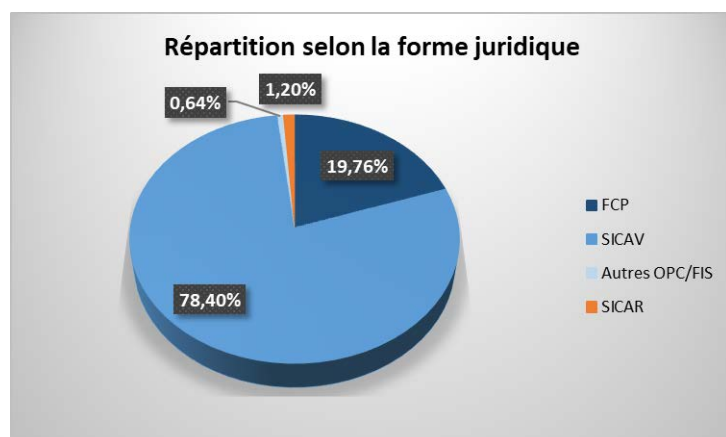
## OPC (Situation au 30 septembre 2018)

Nombre d'OPC



Loi, partie/forme juridique	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	958	871	0	0	1.829
Partie II (loi 2010)	149	144	3	0	296
FIS	338	1.170	40	0	1.548
SICAR	0	0	0	276	276
<b>TOTAL</b>	<b>1.445</b>	<b>2.185</b>	<b>43</b>	<b>276</b>	<b>3.949</b>

## Actifs nets des OPC



Loi, partie/forme juridique (en mia €)	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
<b>Partie I (loi 2010)</b>	625,387	2.948,653	0,000	0,000	<b>3.574,040</b>
<b>Partie II (loi 2010)</b>	50,488	96,571	0,569	0,000	<b>147,628</b>
<b>FIS</b>	169,745	310,294	26,844	0,000	<b>506,883</b>
<b>SICAR</b>	0,000	0,000	0,000	51,211	<b>51,211</b>
<b>TOTAL</b>	<b>845,620</b>	<b>3.355,518</b>	<b>27,413</b>	<b>51,211</b>	<b>4.279,762</b>

## Ventilation par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	Avoirs nets (en mia €)	Nombre d'unités <sup>3</sup>
Valeurs mobilières à revenu fixe	1.214,497	3.086
Valeurs mobilières à revenu variable	1.310,937	3.951
Valeurs mobilières diversifiées	960,037	3.992
Fonds de fonds	252,164	2.174
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	309,540	227
Liquidités	1,402	15
Valeurs mobilières non cotées	35,362	210
Capitaux à risque élevé	1,954	31
Immobilier	69,842	330
Futures et/ou Options	13,341	121
Autres valeurs	59,475	260
Public-to-Private	0,126	3
Mezzanine	2,831	13
Venture Capital (SICAR)	6,328	77
Private Equity (SICAR)	41,926	306
<b>TOTAL</b>	<b>4.279,762</b>	<b>14.796</b>

<sup>3</sup> Le terme « unité » regroupe, d'une part, les OPC classiques et, d'autre part, les compartiments des OPC à compartiments multiples.

## Actifs nets ventilés par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE D'UNITES	EMISSIONS (en mia €)	RACHATS (en mia €)	EMISSIONS NETTES (en mia €)
<b>PARTIE I</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	1.107,422	2.547	36,565	44,616	-8,051
Valeurs mobilières à revenu variable	1.248,702	3.594	45,491	41,891	3,600
Valeurs mobilières diversifiées	776,714	2.853	17,956	20,040	-2,084
Fonds de fonds	138,419	988	2,136	2,590	-0,454
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	290,763	179	131,971	130,362	1,609
Liquidités	1,086	8	0,161	0,142	0,019
Futures et/ou Options	7,647	54	0,216	0,200	0,016
Autres valeurs	3,287	10	0,098	0,107	-0,009
<b>TOTAL PARTIE I :</b>	<b>3.574,040</b>	<b>10.233</b>	<b>234,594</b>	<b>239,948</b>	<b>-5,354</b>
<b>PARTIE II</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	22,491	100	0,341	0,677	-0,336
Valeurs mobilières à revenu variable	13,123	63	0,146	0,201	-0,055
Valeurs mobilières diversifiées	52,946	194	0,804	0,863	-0,059
Fonds de fonds	30,454	276	1,143	1,194	-0,051
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	14,478	41	0,876	0,846	0,030
Liquidités	0,299	5	0,002	0,004	-0,002
Valeurs mobilières non cotées	5,843	16	0,092	0,019	0,073
Capitaux à risque élevé	0,000	0	0,000	0,000	0,000
Immobilier	1,415	20	0,015	0,105	-0,090
Futures et/ou Options	2,598	24	0,015	0,033	-0,018
Autres valeurs	3,981	15	0,046	0,097	-0,051
<b>TOTAL PARTIE II :</b>	<b>147,628</b>	<b>754</b>	<b>3,480</b>	<b>4,039</b>	<b>-0,559</b>
<b>FIS</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	84,584	439	2,365	1,478	0,887
Valeurs mobilières à revenu variable	49,112	294	0,410	1,107	-0,697
Valeurs mobilières diversifiées	130,377	945	2,943	1,702	1,241
Fonds de fonds	83,291	910	1,644	0,679	0,965
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	4,299	7	0,093	0,317	-0,224
Liquidités	0,017	2	0,000	0,000	0,000
Valeurs mobilières non cotées	29,519	194	0,304	0,090	0,214
Capitaux à risque élevé	1,954	31	0,026	0,011	0,015
Immobilier	68,427	310	0,847	0,216	0,631
Futures et/ou Options	3,096	43	0,178	0,032	0,146
Autres valeurs	52,207	235	1,531	0,406	1,125
<b>TOTAL FIS :</b>	<b>506,883</b>	<b>3.410</b>	<b>10,341</b>	<b>6,038</b>	<b>4,303</b>
<b>SICAR</b>					
Public-to-Private	0,126	3	0,000	0,000	0,000
Mezzanine	2,831	13	0,000	0,000	0,000
Venture Capital	6,328	77	0,014	0,013	0,001
Private Equity	41,926	306	0,048	0,216	-0,168
<b>TOTAL SICAR</b>	<b>51,211</b>	<b>399</b>	<b>0,062</b>	<b>0,229</b>	<b>-0,167</b>
<b>TOTAL OPC LUXEMBOURGEOIS</b>	<b>4.279,762</b>	<b>14.796</b>	<b>248,477</b>	<b>250,254</b>	<b>-1,777</b>

## Origine des initiateurs des OPC luxembourgeois

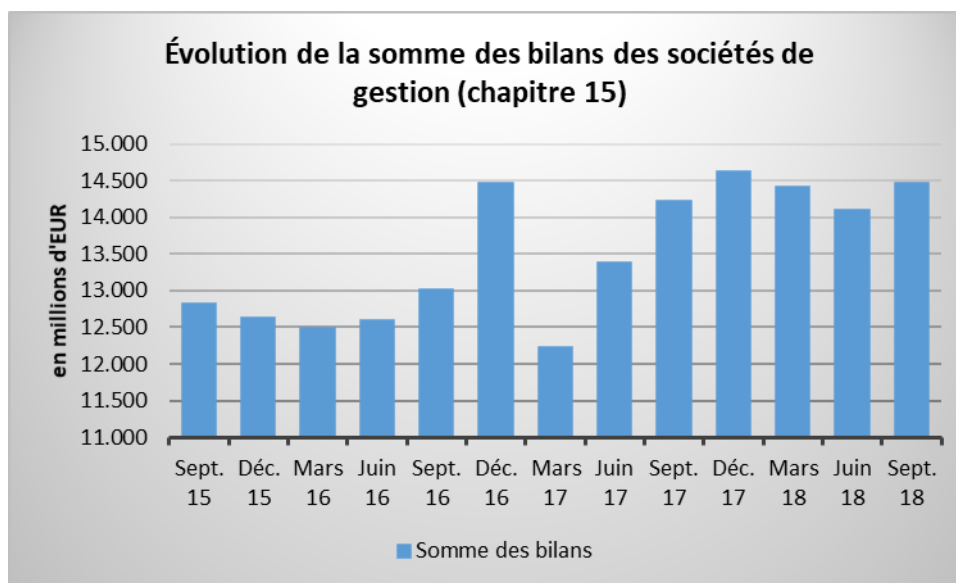
Pays	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'OPC	en %	Nombre d'unités	en %
Etats-Unis	857,858	20,0%	182	4,6%	1.086	7,3%
Royaume-Uni	753,609	17,6%	278	7,0%	1.639	11,1%
Allemagne	615,259	14,4%	1.335	33,8%	2.665	18,0%
Suisse	584,171	13,7%	572	14,5%	2.733	18,5%
France	402,584	9,4%	309	7,8%	1.502	10,1%
Italie	346,131	8,1%	145	3,7%	1.263	8,5%
Belgique	181,303	4,2%	165	4,2%	914	6,2%
Luxembourg	101,790	2,4%	235	6,0%	667	4,5%
Pays-Bas	95,594	2,2%	44	1,1%	260	1,8%
Danemark	86,896	2,0%	24	0,6%	218	1,5%
Autres	254,567	6,0%	660	16,7%	1.849	12,5%
<b>TOTAL</b>	<b>4.279,762</b>	<b>100,0%</b>	<b>3.949</b>	<b>100,0%</b>	<b>14.796</b>	<b>100,0%</b>

## Classement des devises dans lesquelles les unités des OPC luxembourgeois sont libellées

Devise	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'unités	en %
AUD	5,428	0,127%	29	0,196%
CAD	1,964	0,046%	22	0,149%
CHF	48,047	1,123%	277	1,872%
CNH	1,705	0,040%	25	0,169%
CNY	0,185	0,004%	4	0,027%
CZK	1,377	0,032%	66	0,446%
DKK	1,846	0,043%	16	0,108%
EUR	2.320,300	54,216%	9.371	63,335%
GBP	114,307	2,671%	335	2,264%
HKD	4,874	0,114%	10	0,067%
HUF	0,322	0,008%	30	0,203%
JPY	64,204	1,500%	206	1,392%
MXN	0,017	0,000%	1	0,007%
NOK	4,893	0,114%	31	0,209%
NZD	0,734	0,017%	5	0,034%
PLN	0,359	0,008%	14	0,095%
RON	0,479	0,011%	4	0,027%
SEK	54,437	1,272%	187	1,264%
SGD	0,531	0,012%	4	0,027%
TRY	0,013	0,000%	3	0,020%
USD	1.653,718	38,641%	4.155	28,082%
ZAR	0,022	0,001%	1	0,007%
<b>TOTAL</b>	<b>4.279,762</b>	<b>100,000%</b>	<b>14.796</b>	<b>100,000%</b>

## Sociétés de gestion agréées suivant le chapitre 15 de la loi 2010

### Somme des bilans au 30 septembre 2018 en hausse



### Fonds de pension

Au 15 novembre 2018, **13 fonds de pension** sous forme de société d'épargne pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

À la même date, **18 professionnels** étaient agréés pour exercer l'activité de **gestionnaire de passif** pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

### Organismes de titrisation

Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **32 unités** au 8 novembre 2018.

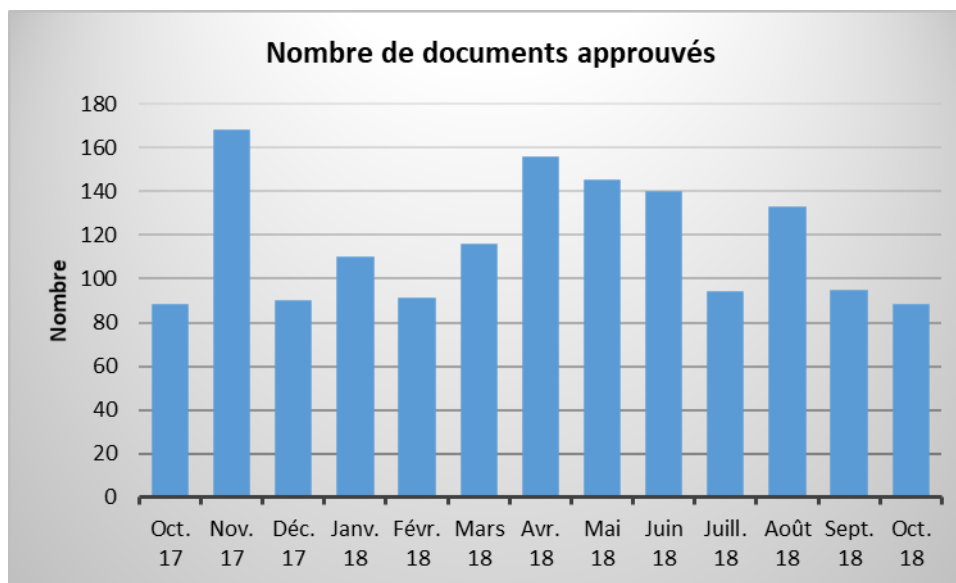
### Supervision publique de la profession de l'audit

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 31 octobre 2018, **59 cabinets de révision agréés** et **313 réviseurs d'entreprises agréés**. S'y ajoutent **31 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers** dûment enregistrés en application de la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit.



## Prospectus pour valeurs mobilières en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation sur un marché réglementé (Partie II et Partie III, Chapitre 1 de la loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières)

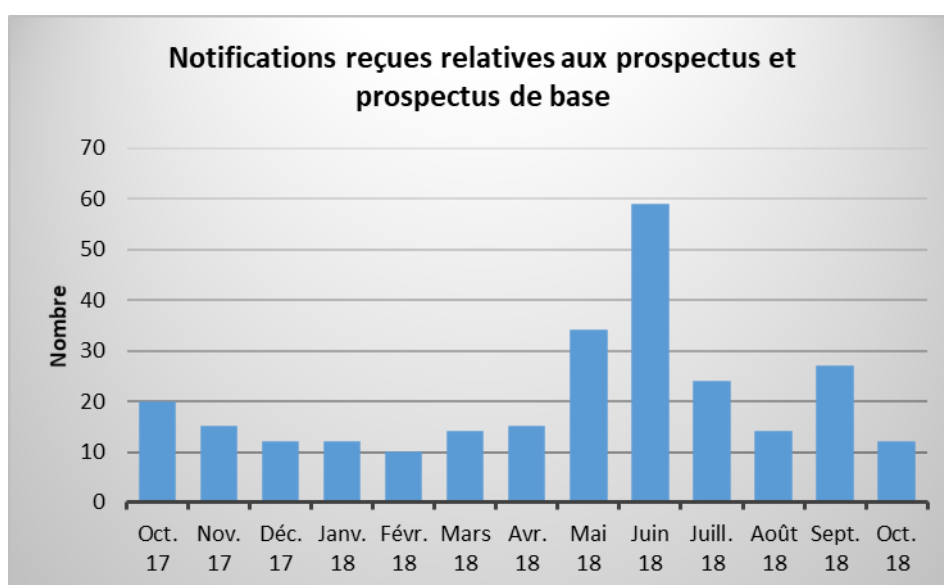
### Approbations par la CSSF



Au cours du mois d'octobre 2018, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 88 documents, qui se répartissent comme suit :

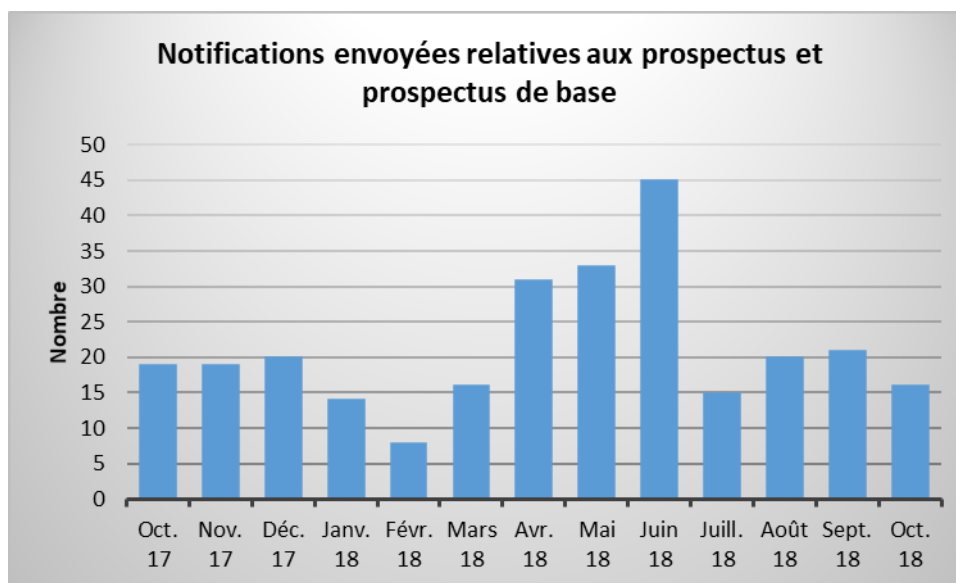
prospectus de base :	22	(25,00 %)
autres prospectus :	17	(19,32 %)
documents d'enregistrement :	0	( 0,00 %)
suppléments :	49	(55,68 %)

### Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois d'octobre 2018, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres États membres de l'Espace économique européen, 12 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 56 notifications relatives à des suppléments.

## Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



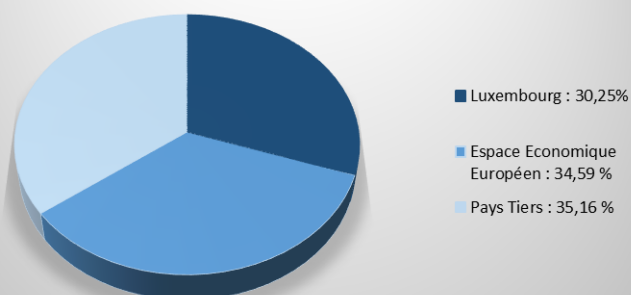
Au cours du mois d'octobre 2018, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen, 16 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 32 notifications relatives à des suppléments<sup>4</sup>.

## Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (la « Loi Transparence »)

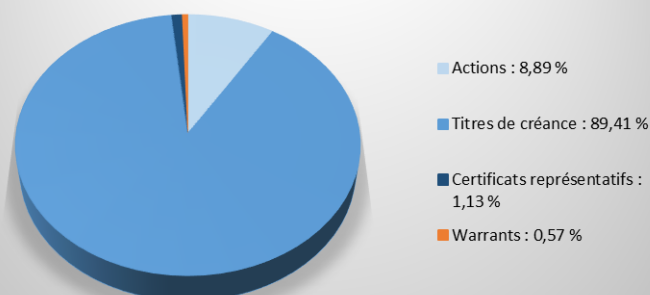
Depuis le 10 octobre 2018, 2 émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, 4 émetteurs ont été radiés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 8 novembre 2018, 529 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

**Répartition des émetteurs par pays**



**Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation**



<sup>4</sup> Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

---

## *RESSOURCES HUMAINES*

---

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté 10 nouveaux agents, qui ont été affectés aux services suivants :

### **Innovation, paiements, infrastructures des marchés et gouvernance**

Susanne GOLDACKER

### **On-site inspection**

Sara FAUTSCH

Stefanie FRISCH

Yawei GUAN

### **Métier OPC**

Monica BAJAN

Simon HASNE

Luigi MASTROSERIO

### **Métier Surveillance des marchés d'actifs financiers**

Sylvie MOTA

### **Personnel, administration et finances**

Daniel VIEIRA DA SILVA

### **Systèmes d'informations de la CSSF**

Martin GRANDCOLAS

Suite au départ de quatre agents, la CSSF compte 839 agents, dont 452 hommes et 387 femmes au 1<sup>er</sup> novembre 2018.

## PLACE FINANCIERE

## Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

			Comparaison annuelle
Banques	Nombre (08/11/2018)	136	↘ 5 entités
	Somme des bilans (30/06/2018)	EUR 783,036 mia	↗ EUR 19,59 mia
	Résultat avant provisions (30/06/2018)	EUR 2,936 mia	↘ EUR 92 mio
Etablissements de paiement	Nombre (08/11/2018)	10	↗ 1 entité
Etablissements de monnaie électronique	Nombre (08/11/2018)	5	aucune variation
OPC	Nombre (14/11/2018)	Partie I loi 2010 : 1 831	↘ 39 entités
		Partie II loi 2010 : 295	↘ 30 entités
		FIS : 1 545	↘ 66 entités
		TOTAL : 3 671	↘ 135 entités
	Nombre (12/11/2018)	SICAR : 275	↘ 15 entités
	Patrimoine global net (30/09/2018)	EUR 4 279,762 mia	↗ EUR 242,622 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 15)	Nombre (31/10/2018)	206	↗ 5 entités
	Somme des bilans (30/09/2018) <sup>5</sup>	EUR 14,473 mia	↗ EUR 240 mio
Sociétés de gestion (Chapitre 16)	Nombre (31/10/2018)	163	↘ 8 entités
Gestionnaires de FIA	Nombre (14/11/2018)	238	↗ 11 entités
Fonds de pension	Nombre (15/11/2018)	13	aucune variation
Organismes de titrisation agréés	Nombre (08/11/2018)	32	↘ 2 entités
Entreprises d'investissement	Nombre (08/11/2018)	98 dont 5 succursales	↘ 6 entités
	Somme des bilans (30/09/2018)	EUR 1,488 mia	↘ EUR 2,657 mia
	Résultat net provisoire (30/09/2018)	EUR 69,59 mio	↘ EUR 45,69 mio
PSF spécialisés	Nombre (08/11/2018)	111	↘ 2 entités
	Somme des bilans (30/09/2018)	EUR 7,001 mia	↗ EUR 1,082 mia
	Résultat net provisoire (30/09/2018)	EUR 372,943 mio	↗ EUR 104,459 mio
PSF de support	Nombre (08/11/2018)	75	↘ 3 entités
	Somme des bilans (30/09/2018)	EUR 1,271 mia	↗ EUR 173 mio
	Résultat net provisoire (30/09/2018)	EUR 50,75 mio	↘ EUR 21,46 mio
Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence	Nombre (08/11/2018)	529	↘ 78 entités
Supervision de la profession de l'audit	Nombre (31/10/2018)	59 cabinets de révision agréés	↗ 3 entités
		313 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 6 personnes
		31 contrôleurs et entités de pays tiers	↘ 9 entités
Emploi (30/09/2018)	Banques	26 336 personnes	↗ 306 personnes
	Sociétés de gestion (Chapitre 15) <sup>5</sup>	4 696 personnes	↗ 421 personnes
	Entreprises d'investissement	2 103 personnes	↘ 185 personnes
	PSF spécialisés	4 384 personnes	↗ 260 personnes
	PSF de support	9 875 personnes	↗ 408 personnes
	Total	47 394 personnes	↗ 1 210 personnes <sup>6</sup>

<sup>5</sup> Chiffres provisoires<sup>6</sup> Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.